

Le premier Forum social mondial riposte au Forum économique

# PORTO ALEGRE-DAVOS, DUEL DE SOMMETS

**L'économiste  
Ricardo  
Petrella  
analyse  
le rapport de  
force entre  
deux  
modèles  
de mondialisation.**

**P**rofesseur d'économie à l'université de Louvain, conseiller à la Commission européenne, Ricardo Petrella est l'un des initiateurs du groupe de Lisbonne. Créé en 1992, l'année du 500<sup>e</sup> anniversaire de la découverte du Nou-

veau Monde, le groupe de Lisbonne estime impérieux d'établir une nouvelle génération de contrats sociaux internationaux (1). Ricardo Petrella analyse la signification du face à face Davos-Porto Alegre (lire ci-dessous).

**Comment voyez-vous l'opposition entre Davos et Porto Alegre?**

Pendant dix ans, la place de la narration a été phagocytée par Davos. C'était le lieu de l'explication de la maîtrise de la planète, de la bonne parole divulguée au reste du monde. Depuis, une opposition à cette narration de la pensée unique s'est tissée. Elle a entamé la légitimité des dominants et donc de Davos. Désormais, les arguments sur les bienfaits de la mobilité totale des capitaux, le moindre Etat ou l'entreprise facteur de bien-être sont contestables. Désacralisé, Davos se retrouve sur la défensive. Et s'efforce de promouvoir une mondialisation à «visage humain». Si l'expression fleurit,

c'est la preuve que la mondialisation porte un masque... Mais ne nous trompons pas, le rapport de force débute: le néolibéralisme règne.

**Dans ces conditions, que peut apporter un tel forum social mondial?**

Avec Porto Alegre, une nouvelle phase s'esquisse, qui va durer

dix, vingt ans. Un chantier de la «crédibilisation» des alternatives. Justement, Porto Alegre (*capitale de l'Etat du Rio Grande del Sul au Brésil, ndlr*) n'a pas été convoqué par des militants intellectuels, mais par une administration innovante, capable d'élaborer une méthode différente de gestion urbaine, notamment grâce au budget participatif. Une politique qui prouve que les paysans peuvent avoir la maîtrise de leur terre. Qui expérimente des chantiers de construction de la vie quotidienne tant sociale, économique que politique. Et là, nous ne sommes pas dans la déclamation purement théo-

rique: à Porto Alegre, l'expérience des budgets participatifs dément l'idée selon laquelle la finance, pour être efficace, doit

échapper au citoyen ou au politique. Des paysans venus de Malaisie ou d'Inde expliqueront comment ils se sont opposés, chez eux, à l'appropriation par les entreprises occidentales du capital génétique des semences. Un bras de fer se joue. On peut opposer une propriété commune du capital génétique de la planète à des entreprises comme Monsanto ou Novartis, qui font tout pour privatiser les semences, jusqu'à présent propriété des collectivités paysannes.

**Ce sommet de Porto Alegre sanctionne l'impuissance du politique à faire contrepoids aux pouvoirs des multinationales...**

Le politique s'est soumis à l'économisme ambiant. La politique a été **Suite page 24**

## Deux rendez-vous à partir de jeudi

Cette année encore, du 25 au 30 janvier, ils seront tous là, à Davos, dans la petite station de ski suisse. Venus du monde entier, grands patrons, économistes et chefs d'Etat se retrouvent durant une semaine pour discuter de l'avenir de la planète. Mais, cette année, les regards du millier de participants au Forum économique de Davos seront tournés vers le Brésil. C'est là-bas, à Porto Alegre, que tous ceux qui critiquent ou contestent l'actuelle mondialisation et militent pour une autre se sont donné rendez-vous. Simultanément à celui de Davos, ils y tiendront leur premier Forum social mondial (FSM). Les organisateurs brésiliens ont conçu le FSM comme une riposte à Davos qui réunit chaque année, depuis 1971, les grands décideurs économiques de la planète. A Porto Alegre, les «anti-OMC» français,

délaissant les traditionnelles manifestations contre le forum de Davos, retrouvent dès jeudi leurs homologues du monde entier (10000 à 20000 personnes attendues) avec l'objectif de bâtir une alternative à la mondialisation. Depuis les manifestations de décembre 1999 à Seattle, les militants et autres associations se sont retrouvés dans les rues de Bangkok, Prague, Nice, pour troubler tous les rendez-vous des grandes institutions. Une occasion leur est offerte à Porto Alegre pour cerner les nombreuses convergences et divergences à leur action et proposition. Quelques organisations cependant n'ont pas renoncé à aller protester, au moins symboliquement, à Davos. La Suisse vient d'interdire à près de 300 opposants au Forum économique d'entrer sur son territoire.

V. D. F

Suite de la page 23 privatisée, confisquée. Par la transformation des entreprises publiques en entreprises privées. Aujourd'hui, les services de base, comme l'eau, le gaz, l'électricité, le téléphone, les transports, les cantines, l'éducation, ont été privatisés et confiés à des sociétés qui font du multi-service. C'est le cas de Vivendi, par exemple, qui est une entreprise de monopole. Autrefois, l'entreprise pouvait être identifiée à un métier, à une fonction, tout en ayant un lien social avec son territoire. Aujourd'hui, elle peut vendre son eau sans avoir aucune responsabilité par rapport au territoire où elle opère. Elle fait de l'eau, puis de la téléphonie et demain de la biotechnologie. Elle passe d'une activité à une autre en fonction d'un seul critère: l'évolution de la rentabilité des secteurs. L'entreprise ne cesse de se «financiariser».

#### **Avec quelles conséquences?**

Une logique tentaculaire, exclusive. Si les Etats acceptent la privatisation des droits de propriété intellectuelle sur tout ce qui est immatériel et vivant (information, logiciel, enseignement, génétique...), ils laissent à l'entreprise le pouvoir de décider où devront être effectués les «bons» investissements. Elle décidera donc, en fonction de ses intérêts propres et non de l'intérêt collectif, ce qui est bien ou mal pour la collectivité. Après avoir rémunéré le travail, ou la terre, elle

s'approprie de fait la totalité des gains de productivité. La «gouvernance» d'entreprise n'a jamais eu autant les mains libres; elle a beau jeu de se présenter comme l'unique solution à toute forme de gouvernement d'Etat alors qu'elle a tout fait pour mettre à terre le secteur public...

#### **Faut-il créer un «Etat providence mondial»?**

Il faut d'abord s'interroger sur ce qu'est la richesse commune. Hier, l'Etat providence aplanissait les différends en opérant une redistribution. Comment reproduire ce système à l'échelle globale? Sans parler d'Etat providence mondial, il faut établir des règles coopératives au niveau international. Car le problème, c'est l'accélération de la mondialisation. Comment fixer des règles dans un contexte où le changement est permanent et sans savoir quelles en seront les conséquences? Pour ne pas être pris de court, on doit jeter les bases d'une *respublica* coopérative mondiale. Et pourquoi pas une multiplication de parlements thématiques: sur les transports, l'eau, l'énergie...

#### **Comment expliquer l'amorce d'une prise de conscience des périls globaux?**

Hier, les ouvriers se révoltaient quand ils savaient qu'ils étaient devenus un outil, au lieu d'en

avoir la maîtrise. Aujourd'hui, il y a un peu la même dépersonnalisation. Le sentiment de marchandisation des rapports humains se traduit par une perte de sécurité généralisée: famille, santé, alimentation... Cette sécurité s'effrite à cause de la disparition des liens sociaux. On nous force à accepter la délocalisation, la précarité du travail, les retraites repoussées et financées par la capitalisation. Ce sentiment d'insécurité est global, plus seulement national: voilà ce qui explique la «capillarité» du mouvement social mondial actuel.

#### **On voit pourtant une évolution, dans les discours des décideurs, sur «l'éthique», «la lutte contre la pauvreté». Comment l'interprétez-vous?**

Ce n'est pas nouveau. On parlait déjà de coopération internationale après le premier choc pétrolier, en 1973. L'année suivante, le Nouvel Ordre économique international, le NOEI, fixait l'éradication de la pauvreté à l'horizon 2000. Or, que se passe-t-il aujourd'hui? Derrière les discours cosmétiques, il y a la réalité. Prenez l'eau, qui devrait être le premier bien commun mondial et qui est l'un des enjeux les plus importants des prochaines années. On nous dit qu'il faut lui donner une valeur économique. L'argument est connu: c'est en lui donnant un prix qu'on peut construire des équilibres entre l'offre et la demande mondiale.

Mais il ne faut pas donner une valeur économique à l'eau! Ce n'est pas parce qu'un bien a un coût que ce coût doit être traduit par un prix sur le marché. Un coût peut être assumé par la collectivité. L'eau est un bien commun, un bien public plutôt qu'un bien économique.

#### **Comment donc réguler le monde?**

Le vrai défi n'est pas de savoir qui va maîtriser la e-économie, la e-société ou la e-zone la plus compétitive du monde. C'est de créer les conditions pour qu'au cours des vingt prochaines années l'humanité puisse légitimement prétendre au droit à la vie. C'est de faire en sorte que les pays riches, qui représentent 12% de la population mondiale et possèdent 84% des richesses du monde, aient réellement des politiques de solidarité à l'échelle du monde. C'est de généraliser l'accès à l'eau, l'énergie, l'alimentation, l'éducation, la santé. Toute la question est de savoir si le modèle économique actuel est en train de prendre le chemin qui permettra de répondre à ces besoins ●

Recueilli par

VITTORIO DE FILIPPIS et  
CHRISTIAN LOSSON

(1) *Limites à la compétitivité, pour un nouveau contrat mondial*, Groupe de Lisbonne. La Découverte/essais, 150 F.

**«Désacralisé,  
Davos  
se retrouve sur  
la défensive.  
Et s'efforce  
de promouvoir  
une  
mondialisation à "usage  
humain".»**